

Audience publique du 28 mars 2012

Recours formé par
Monsieur ... et consort, ...
contre deux décisions du directeur de l'administration des Contributions directes et deux
bulletins de l'impôt sur le revenu
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 28653 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 23 mai 2010 par Maître Alain Gross, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ... et de son épouse, Madame ..., demeurant ensemble à L-..., tendant à la réformation des bulletins de l'impôt sur le revenu des années 2003 et 2004 et de deux décisions du directeur de l'administration des Contributions directes du 10 mai 2011 portant rejet de leurs réclamations respectives introduites contre les prédits bulletins ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 20 octobre 2011 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 25 octobre 2011 par Maître Alain Gross au nom des demandeurs ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions et bulletins entrepris;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport et Maître Laurent Limpach, en remplacement de Maître Alain Gross, et Madame le délégué du gouvernement Monique Adams en leurs plaidoiries respectives.

Suite au dépôt des déclarations pour l'impôt sur le revenu pour les années 2003 et 2004, le bureau d'imposition ..., section des personnes physiques, de l'administration des Contributions directes émit le 2 avril 2008 à l'égard de Monsieur ..., imposé collectivement avec son épouse, Madame ..., le bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 2003 et, le 23 septembre 2009, il émit le bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 2004, ci-après désignés par « les bulletins ».

Contre ces bulletins, Monsieur ... et Madame ..., épouse ..., introduisirent le 20 juin 2008, respectivement le 9 octobre 2009 une réclamation auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après dénommé « le directeur ».

Par deux décisions séparées datées au 10 mai 2011, n° ... et ... du rôle, le directeur rejeta ces réclamations comme non fondées au terme de la motivation suivante :

« (...) Considérant que la réclamation a été introduite par qui de droit (§ 238 AO), dans les forme (§ 249AO) et délai (§ 245 AO) de la loi, qu'elle est partant recevable ;

Considérant que les réclamations font grief au bureau d'imposition de ne pas avoir tenu compte des frais d'obtention en rapport avec des revenus provenant de capitaux mobiliers ;

Considérant qu'en vertu du § 243 AO, une réclamation régulièrement introduite déclenche d'office un réexamen intégral de la cause, sans égard aux conclusions et moyens du requérant, la loi d'impôt étant d'ordre public (décision dir. du 9.9.1991 n° C 7640 du rôle) ;

qu'à cet égard le contrôle de la légalité externe de l'acte doit précéder celui du bien-fondé (décision dir. du 21.5.1993 n° C 7444 du rôle) ;

qu'en l'espèce la forme suivie par le bureau d'imposition ne prête pas à critique ;

En fait

Considérant que les réclamants estiment que les intérêts débiteurs d'un montant de ... euros [... euros pour l'année 2003] sont déductibles comme frais d'obtention en relation avec les intérêts créditeurs générés par une créance envers la société « ... » ;

[Considérant que le montant de ... euros se compose comme suit : ... euros représentant des intérêts débiteurs du compte bancaire, auprès de la ... avec le numéro (...) ainsi que ... euros représentant des frais et commissions du compte titres (...) auprès de la ... ;] (élément de motivation propre à la décision directoriale dans l'affaire n° ... concernant l'année fiscale 2004)

Considérant que les réclamants avancent que l'ouverture de crédit aurait comme but « la continuation des moyens financiers en faveur de l'..., dont le réclamant est le gérant » ;

Considérant que le bureau d'imposition a requalifié les intérêts débiteurs en dépenses spéciales ;

Considérant que les réclamants critiquent qu'aucune explication n'aurait figuré sur le bulletin d'imposition ;

Considérant que les réclamants ne détiennent aucune part dans la société citée ci-avant ;

Considérant que l'instruction a révélé que le compte bancaire, auprès de la ... avec le numéro ..., ayant généré les intérêts débiteurs pour l'année litigieuse, a été ouvert le 16 novembre 2001 ;

Considérant que la ligne de crédit (... euros) de ce compte servait exclusivement à l'acquisition, en 2001, d'un immeuble sis à ... au prix d'acquisition total de ... euros ;

Considérant que ces intérêts débiteurs ont été déduits, en 2001 et 2002, à titre de frais d'obtention en relation avec le revenu net provenant de la location de biens ; que cette déduction n'a été critiquée ni par les réclamants, ni par le bureau d'imposition ;

Considérant que l'immeuble mentionné ci-avant a été vendu en date du 12 juin 2002 au prix de ... euros ; que le compte litigieux n'a cependant pas été soldé ; qu'il présentait un solde débiteur de ... euros au 31 décembre 2002 ;

Considérant que suivant lettre du 22 janvier 2003, la banque avait accordé au réclamant une prorogation à concurrence de ... euros du crédit accordé en compte n° ... destiné à servir de facilité de caisse ;

En droit

Considérant que si, à défaut d'application du § 211 alinéa 2 n° 4 AO par le bureau d'imposition, le délai de recours de réclamation ne commence pas à courir, cette omission n'entraîne nullement l'annulation du bulletin litigieux ;

Considérant qu'aux termes de l'article 105 alinéa 1^{er} de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), sont considérés comme frais d'obtention les dépenses faites directement en vu d'acquérir, d'assurer et de conserver les recettes ;

Considérant que l'article 105 alinéa 2 n° L.I.R. précise que les intérêts débiteurs constituent des frais d'obtention, dans la mesure où il y a un rapport économique direct avec des revenus d'une des catégories mentionnées sub 4 à 8 de l'article 10 L.I.R. ;

qu'une fois cette relation économique directe établie, elle ne peut plus être changée ad libitum par le contribuable ;

Considérant cependant que la relation économique de ce compte bancaire, en l'occurrence l'immeuble sis à ..., s'est estompée avec la vente immobilière du 12 juin 2002 ;

que le compte n'a pas été soldé avec le produit de la vente immobilière en question ;

qu'à la suite, les mouvements dudit compte auront pu servir à toutes opérations généralement relevant d'un simple compte courant du patrimoine privé des réclamants ;

que le relevé chronologique des opérations de l'année litigieuse, basé sur les extraits dudit compte bancaire, remis par le réclamant prouve que ce compte bancaire servait à la fois aux opérations à caractère privé et aux opérations à caractère commercial ;

qu'il devient dès lors impossible de mettre les intérêts débiteurs courus, ni même un fraction de ceux-ci, en rapport exact et direct avec des dépenses du train de vie privé ou d'une catégorie de revenus mentionnée sub 4 à 8 de l'article 10 L.I.R. ;

Considérant que des intérêts débiteurs d'un prêt hypothécaire ne peuvent, après l'aliénation de l'immeuble concerné mais sans que la dette ait été liquidée, être rangés parmi les frais d'obtention en relation avec des revenus de capitaux mobiliers que sous la double condition que le prêteur donne son consentement et que le produit de la vente serve à l'acquisition d'un nouveau produit de placement (voir en ce sens Bundesfinanzhof du 7 août 1990 – VIII R 67/86) ;

que cette dernière condition n'est manifestement pas remplie en l'occurrence ;

Considérant qu'il résulte des développements qui précèdent que les intérêts débiteurs sont à qualifier de dépenses spéciales et à déduire du total des revenus nets dans les limites prévues à l'article 109 alinéa 1^{er} n° 1a L.I.R. ;

[Considérant que les réclamants n'ont pas déclaré de revenus capitaux provenant de titres déposés au compte titres ... auprès de la ... de sorte que les frais de compte et les commissions de ... euros ne sont pas en relation économique directe avec des revenus d'une des catégories mentionnées sub 4 à 8 de l'article 10 L.I.R. et ne représentent dès lors ni des frais d'obtention ni des dépenses spéciales ;] (élément de motivation propre à la décision directoriale dans l'affaire n° ... concernant l'année fiscale 2004)

Considérant que pour le surplus, l'imposition est conforme à la loi et aux faits de la cause et n'est d'ailleurs pas contestée ;

Par ces motifs,

reçoit la réclamation en la forme,

la rejette comme non fondée ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 23 mai 2011, Monsieur ... et Madame ... ont introduit un recours tendant à la réformation des bulletins ainsi que des deux décisions directoriales précitées du 10 mai 2011.

Quant à la compétence d'attribution du tribunal administratif pour statuer sur le présent recours, il résulte d'une lecture combinée des dispositions du paragraphe 228 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif que le tribunal est compétent pour statuer comme juge du fond sur le recours dirigé par un contribuable contre une décision du directeur ayant statué sur les mérites d'une réclamation de sa part contre des bulletins de l'impôt sur le revenu. Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours en réformation pour autant qu'il est introduit contre les décisions directoriales du 10 mai 2011.

Quant au recours pour autant qu'il est dirigé contre les bulletins, c'est à juste titre que le délégué du gouvernement conclut à l'irrecevabilité de ce volet du recours.

En effet, en vertu de l'article 8 (3) 3. de la loi précitée du 7 novembre 1996, un bulletin d'impôt peut uniquement être directement déféré au tribunal administratif lorsqu'une réclamation au sens du paragraphe 228 AO ou une demande en application du paragraphe 131 AO a été introduite et qu'aucune décision directoriale définitive n'est intervenue dans le délai de six mois à partir de la demande. Par contre, lorsque le directeur a statué, comme en l'espèce, sur la réclamation par une décision définitive, le recours est irrecevable pour autant qu'introduit directement contre ledit bulletin (cf. trib. adm. 6 janvier 1999, n° 10357 du rôle, Pas. adm. 2010, V° Impôts, n° 664).

Il s'ensuit que le recours pour autant qu'il est dirigé directement contre les bulletins est à déclarer irrecevable.

Le délégué a encore soulevé l'irrecevabilité du recours pour libellé obscur, sinon pour défaut de motivation, au motif que les époux ...-... se limiteraient à contester que la qualification des intérêts débiteurs comme frais d'obtention leur a été refusée, sans indiquer une précision supplémentaire quant à l'objet de leur contestation ou quant à sa justification en droit.

Aux termes de l'article 1^{er}, alinéa 2 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, la requête introductive doit contenir notamment l'exposé sommaire des faits et des moyens invoqués, ainsi que l'objet de la demande.

Il appartient au tribunal saisi d'apprécier *in concreto* si l'exposé sommaire des faits et des moyens, ensemble les conclusions s'en dégageant, est suffisamment explicite ou non. L'*exceptio obscuri libelli*, qui est d'application en matière de contentieux administratif, sanctionne d'une nullité l'acte y contrevenant, étant entendu que son but est de permettre au défendeur de savoir quelle est la décision critiquée et quels sont les moyens à la base de la demande, afin de lui permettre d'organiser utilement sa défense (cf. trib. adm. 30 avril 2003, n° 15482 du rôle, Pas. adm. 2010, V° Procédure contentieuse, n° 370).

S'il suffit que cet exposé soit sommaire, la requête introductive d'un recours ne doit cependant pas rester muette sur les moyens à son appui, elle ne doit pas être dépourvue des indications indispensables et elle doit contenir des conclusions.

En l'espèce, la requête introductive contient l'indication de l'objet de la demande, à savoir la réformation des bulletins ainsi que des deux décisions directoriales du 10 mai 2011, un exposé sommaire des faits et plus particulièrement des explications quant à l'origine des intérêts débiteurs que les époux ...-... entendent faire valoir à titre de frais d'obtention, ainsi qu'un exposé sommaire du moyen en droit invoqué à l'appui du recours, à savoir la considération que les intérêts litigieux devraient au regard des circonstances de l'espèce être considérés comme constituant des frais en relation directe avec l'acquisition, l'assurance et la conservation de revenu au sens de l'article 105 de la loi modifiée du 4 novembre 1967 sur l'impôt sur le revenu, ci-après désignée par « LIR ». Il s'ensuit que la requête introductive d'instance répond aux exigences de l'article 1^{er} de la loi du 21 juin 1999, précitée, de sorte que le moyen afférent est à rejeter comme étant non fondé.

Le recours en réformation, pour autant qu'il est dirigé contre les deux décisions directoriales du 10 mai 2011, ayant par ailleurs été introduit dans le délai de la loi, est dès lors recevable dans cette mesure.

A l'appui de leur recours, les demandeurs reprochent au directeur de ne pas avoir tenu compte de leur réclamation en ce qu'ils ont estimé que ce serait à tort que le bureau d'imposition avait imposé un revenu net de capitaux mobiliers dans leur chef sans tenir compte des frais d'obtention dont ils avaient fait état dans leurs déclarations de l'impôt sur le revenu respectives des années 2003 et 2004. Ainsi, ils déclarent que le revenu net pour l'année 2003 se serait chiffré à un montant de ... euros, tandis que les frais d'obtention dont ils auraient fait état seraient de l'ordre de ... euros. Le revenu visant l'année 2004 se serait élevé à ... euros, tandis qu'ils auraient fait état, à titre de frais d'obtention, d'un montant de ... euros.

Ils précisent que le revenu de capitaux mobiliers dont question consisterait en le remboursement en intérêts effectué par la société ... S.à.r.l. En effet, ils auraient contracté en 2001 et en 2002 une ouverture de crédit utilisable en compte courant à titre privé auprès de la banque ... pour mettre ce crédit à la disposition de la société ... S.à.r.l. à charge pour cette dernière de rémunérer ce service par le remboursement d'intérêts à leur profit.

Le crédit aurait ainsi porté en 2003 sur ... euros et en 2004 sur ... euros.

Ils soutiennent que ce serait à tort que les intérêts débiteurs payés par eux pour chaque année concernée à la banque n'auraient pas été pris en compte à titre de frais d'obtention en relation avec le prédit revenu. Ils précisent dans ce contexte que l'objet social de la société ... S.à.r.l. consisterait notamment dans la réalisation d'opérations immobilières avec achats et reventes d'objets immobiliers, et que le demandeur serait le gérant unique de cette société. Cette société se serait vu refuser l'octroi d'un crédit pour

des raisons de garantie, crédit devant lui permettre de procéder à des acquisitions immobilières. Sur proposition de leur banque, les demandeurs auraient alors contracté le crédit et l'auraient mis à la disposition de l'... S.àr.l. à charge pour celle-ci de les rémunérer pour ces services, cette rémunération couvrant notamment les intérêts redus à la banque.

En se référant à l'article 105 L.I.R., les demandeurs soutiennent que dans ces conditions la conclusion de l'emprunt valant en fait mise à la disposition de la prédite société de moyens financiers serait en relation directe avec l'acquisition, l'assurance et la conservation de revenus.

Ils font valoir qu'ils auraient établi objectivement un lien de cause à effet suffisant entre les dépenses effectuées par le paiement des intérêts à leur charge au profit de leur banque et la recette à naître du fait du paiement par la société ... S.àr.l. en guise de rémunération de la mise à disposition des moyens financiers. En mettant le crédit à la disposition de l'... S.àr.l., les demandeurs auraient nécessairement dû faire face à des frais à l'égard de leur banque avant même d'encaisser les recettes générées par les paiements effectués à leur profit par la prédite société.

Les demandeurs contestent le bien-fondé de l'argumentation du directeur suivant laquelle la circonstance que le crédit leur alloué avait dans un premier temps servi au financement de l'acquisition d'un immeuble, vendu par la suite sans que le crédit ait été remboursé, s'opposerait à la prise en compte des intérêts débiteurs à titre de frais d'obtention en relation avec le revenu de capitaux mobiliers, au motif qu'il serait absurde de leur reprocher implicitement de ne pas avoir dans un premier temps soldé leur ligne de crédit et de ne pas avoir par la suite sollicité une nouvelle ligne de crédit. Ils soulignent que l'affectation du crédit serait une décision leur appartenant et serait soumise à l'aval de leur banque. La circonstance pour la banque d'avoir accepté la réaffectation des fonds sans nouvelle ouverture de crédit s'expliquerait par un souci de facilité administrative et serait une décision appartenant à la seule banque. Ils soutiennent qu'il serait indéniable que les fonds empruntés auraient été mis à la disposition de la société ... S.àr.l. et dans la mesure où il existerait un rapport économique entre le revenu engendré par cette mise à disposition de fonds et les frais supportés par eux, les décisions litigieuses seraient à réformer.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours et renvoie en substance à la motivation à la base des décisions directoriales déferées.

Aux termes de l'article 105 (1) LIR, « *sont à considérer comme frais d'obtention les dépenses faites directement en vue d'acquérir, d'assurer et de conserver les recettes* » et, aux termes du point (4) du même article, « *les frais d'obtention sont déductibles dans la catégorie de revenus à laquelle ils se rapportent* » et « *n'entrent en ligne de compte que dans la mesure où ils sont en rapport avec les revenus imposables* ». L'article 105 LIR vise les intérêts débiteurs plus particulièrement dans son point (2), aux termes duquel « *constituent également des frais d'obtention: 1) (...) les intérêts débiteurs, dans la mesure où il y a un rapport économique direct avec des revenus d'une des catégories*

mentionnées sub 4 à 8 de l'article 10 », parmi lesquels figure plus particulièrement le revenu net provenant de capitaux mobiliers envisagé sub 6 de l'article 10 LIR.

Il se dégage de ces dispositions que les dépenses, pour pouvoir être prises en compte à titre de frais d'obtention, doivent avoir été faites directement en vue d'acquérir, d'assurer et de conserver les recettes et doivent partant être en relation avec les revenus auxquels elles se rapportent.

Constituent ainsi des frais d'obtention, les dépenses exposées dans le but de réaliser un revenu déterminé dont la source n'existe pas encore ou dont la source est encore improductive, à condition qu'il existe un lien de cause à effet entre les dépenses effectuées et les recettes à naître. Il est encore exigé qu'objectivement les dépenses soient en relation avec une catégorie de revenus déterminée et que ces dépenses aient été provoquées par la recherche d'un revenu net. En principe la déduction des frais d'obtention n'est pas liée à l'opportunité de la dépense, le contribuable étant libre de décider personnellement des dépenses qu'il engage. Par ailleurs, il n'est pas indispensable que les dépenses exposées aboutissent matériellement à des revenus, mais il suffit qu'elles aient été exposées dans le but de réaliser des recettes. Cependant, si le critère final pour la reconnaissance fiscale des frais d'obtention est constitué par la possibilité de la perception d'un revenu imposable en vertu de l'article 105 (4) LIR, encore faut-il que les dépenses aient été exposées dans le but d'acquérir, d'assurer ou de conserver des recettes. En effet, la déductibilité des dépenses en tant que frais d'obtention n'est admise que si elles sont objectivement en relation avec des recettes et si elles sont subjectivement provoquées par la recherche d'un revenu net. La recherche d'un revenu doit donc être le but, non pas exclusif, mais prépondérant des dépenses engagées (trib. adm. 28 octobre 1998, n° 9569 du rôle, Pas. adm. 2010, V° Impôts, n° 157).

En l'espèce, il convient de prime abord de relever qu'il se dégage de la décision directoriale entreprise visant l'imposition de l'année 2004, que le montant de ... euros que les demandeurs font valoir à titre de frais d'obtention se compose d'un montant de ... euros à titre d'intérêts débiteurs du compte bancaire X et de ... euros correspondant à des frais et commissions d'un compte titres n° Y.

Eu égard au constat du directeur que les demandeurs n'ont pas déclaré de revenus de capitaux provenant de titres déposés au compte titres en question pour en conclure que ces frais ne sont pas en relation économique directe avec des revenus d'une des catégories mentionnées à l'article 10, sub 4 à 8 LIR, et dans la mesure où les demandeurs n'ont pas pris position dans leur recours quant à la question de la déductibilité des frais et commissions relatives à un compte titres et le prédit constat du directeur n'ayant ainsi pas utilement été remis en cause par les demandeurs, le recours est d'ores et déjà à rejeter pour autant qu'il vise les frais et commissions d'un compte titres n° Y à hauteur de ... euros.

Quant aux montants de ... euros et de ... euros déclarés respectivement pour les années 2003 et 2004 à titre de frais d'obtention et correspondant à des intérêts débiteurs relatifs à l'ouverture de crédit litigieuse dont se prévalent les demandeurs, il convient

d'examiner, au regard des contestations émises par la partie étatique à cet égard, si ces frais sont en relation avec le revenu de capitaux mobiliers constitué par les remboursements en intérêts effectués par la société ... S.à.r.l., et plus particulièrement si ces frais ont été engagés dans le but de réaliser le revenu en question.

Il se dégage des éléments du dossier qu'en vertu de deux actes notariés des 16 novembre 2001 et 7 février 2002, les demandeurs se sont vu accorder par la banque ..., à l'époque ..., une ouverture de crédit utilisable en compte courant à concurrence, suivant acte notarié du 7 février 2002, d'un montant de ... euros, avec la précision sous les dispositions ayant trait à l'affectation du crédit, que le crédit serait utilisé par la partie créditée « *à sa convenance* ». Il se dégage encore d'une lettre de la ... du 22 janvier 2003 que la banque a marqué son accord pour la prolongation du crédit accordé en compte courant, ouvert sous le compte n° X, et « *destiné à (...) servir de facilité de caisse* », à concurrence de ... euros, ledit crédit ayant par la suite encore une fois été prorogé à concurrence de ... euros par lettre du 2 mars 2004 pour « *servir de fonds de roulement* ».

Dans ses décisions du 10 mai 2011, le directeur avance que le crédit en question aurait initialement servi à l'acquisition d'un immeuble situé à ..., que les intérêts débiteurs relatifs à cette ligne de crédit auraient été déclarés par les demandeurs durant les années 2001 et 2002 à titre de frais d'obtention en relation avec un revenu net provenant de la location de biens et que ledit immeuble aurait été cédé le 12 juin 2002 sans que le produit de la vente ait été affecté au remboursement du crédit. Ce constat factuel du directeur n'a pas été contesté par les demandeurs, ceux-ci se limitant à soutenir qu'il serait « *absurde* » de leur reprocher de ne pas avoir remboursé le crédit et de ne pas avoir sollicité une nouvelle ouverture de crédit pour avancer des fonds à l'... S.à.r.l., de sorte qu'il convient de tenir pour acquis que malgré la circonstance que les documents d'ouverture de crédit ne précisent pas une affectation particulière du crédit par rapport à l'acquisition d'un immeuble, ledit crédit a *de facto* été utilisé initialement pour l'acquisition d'un immeuble qui a ensuite été vendu en 2002, sans que le crédit ait été remboursé, étant précisé que suivant le listing des opérations effectuées sur le compte courant n° X, ledit compte présentait au 1^{er} janvier 2003 toujours un solde débiteur de ... euros. Il s'ensuit que la ligne de crédit n'a pas, à l'origine, été ouverte et les intérêts débiteurs en découlant n'ont pas été engagés dans le but de générer un revenu provenant de capitaux mobiliers, en l'occurrence un revenu généré par la mise à disposition de fonds à l'... S.à.r.l., mais en vue de réaliser un revenu provenant de la location de biens.

Il convient cependant encore d'examiner si, en l'espèce, à partir de l'année 2003, les intérêts débiteurs peuvent être considérés comme avoir été engagés dans le but de réaliser des recettes provenant de la mise à disposition de liquidités à la prédite société.

Si, en effet, il est vrai qu'un changement d'affectation d'un crédit en tant que tel ne s'oppose en principe pas à la prise en compte des intérêts débiteurs y relatifs à titre de frais d'obtention, il faut néanmoins que les conditions posées par l'article 105 LIR, et notamment celle tenant à l'existence d'un lien économique entre les frais et le revenu par rapport auquel les frais sont invoqués, restent remplies. Plus particulièrement, il faut que le crédit en question soit utilisé et partant aussi les frais y relatifs soient effectivement

engagés dans le but d'engendrer le revenu par rapport auquel le contribuable entend faire valoir les intérêts débiteurs à titre de frais d'obtention, à défaut de quoi la relation économique entre les frais et le revenu n'est pas établie.

Si, comme en l'espèce, un crédit a initialement été engagé en vue d'acquérir un immeuble et si ainsi, les frais afférents ont été engagés dans le but de générer un revenu provenant de la location de biens, et si ledit bien immobilier a été vendu dans la suite, il appartient au contribuable qui entend faire valoir les intérêts débiteurs relatifs au même crédit à titre de frais d'obtention par rapport à une autre catégorie de revenus, en l'occurrence un revenu de capitaux mobiliers, d'établir que, dorénavant, les frais sont exposés dans le but de réaliser ce nouveau revenu. Dans l'hypothèse, comme en l'espèce, d'une ligne de crédit qui avec son affectation initiale a, au regard du prix d'acquisition du prédit immeuble, presque entièrement été épuisée, ce lien est à établir soit par la preuve que le produit de la vente a été affecté directement à l'acquisition des valeurs mobilières destinées à engendrer le revenu litigieux, soit par la preuve que le produit de la vente a été employé pour apurer la ligne de crédit et que, dans la suite, la même ligne de crédit a été utilisée pour l'acquisition des valeurs mobilières destinées à engendrer le revenu litigieux.

Force est de constater qu'en l'espèce, une telle preuve n'a pas été rapportée, preuve pourtant requise au regard des contestations afférentes de la partie étatique.

En effet, il convient de rappeler qu'à partir du constat ci-avant relevé du directeur quant à l'affectation initiale du crédit litigieux, le directeur a relevé, d'une part, que des opérations auraient été effectuées sur le compte courant n° X durant les années 2003 et 2004 tant à caractère privé qu'à caractère commercial rendant impossible de mettre les intérêts débiteurs en rapport exact et direct avec des dépenses de train de vie privé ou avec une des catégories de revenus mentionnées sub 4 à 8 de l'article 10 LIR, et, d'autre part, après avoir rappelé que des intérêts débiteurs d'un prêt hypothécaire ne pourraient, après l'aliénation de l'immeuble sans que la dette ait été liquidée, être pris en compte à titre de frais d'obtention en relation avec des revenus provenant de capitaux mobiliers qu'à la double condition que le prêteur ait donné son consentement et que le produit de la vente serve à l'acquisition d'un nouveau produit de placement, qu'en l'espèce, cette dernière condition ne serait pas remplie.

Les comptes de profits et pertes de l'... S.à.r.l. relatifs aux années 2003 et 2004 renseignent certes une mise à disposition de fonds avec la mention « *compte courant Mr ... (dont intérêts (...))* ».

Le tribunal est cependant amené à relever que si ainsi la réalité de la mise à disposition de fonds à l'... S.à.r.l. n'est pas contestée en tant que telle, il ne se dégage ni des pièces du dossier, ni des explications fournies par les demandeurs si les fonds proviennent effectivement de la ligne de crédit litigieuse, de quelle manière et à quel moment les liquidités ont été mises à disposition de l'... S.à.r.l. et, plus particulièrement, s'ils ont été mis à la disposition par l'affectation du produit de vente de l'immeuble

précité réalisé en juin 2002 ou par prélèvement sur le compte courant n° X après que le produit de vente y a été transféré.

D'autre part, il se dégage des listings des opérations effectuées sur le compte courant n° X des époux ... durant les années 2003 et 2004 que diverses opérations y ont été effectuées qui ont, en partie, un caractère privé et, en partie, un caractère commercial, amenant le tribunal à la conclusion que la ligne de crédit sur le compte courant a plutôt été utilisée comme facilité de caisse par les demandeurs pour tout genre d'opérations tant privées que professionnelles, conclusion qui est d'ailleurs confortée par la mention figurant sur les deux lettres précitées de prorogation de la ligne de crédit de « *facilité de caisse* », respectivement de « *fonds de roulement* », qu'en vue de la réalisation d'un revenu net de capitaux mobiliers à travers la mise à disposition de fonds à l'... S.à.r.l. Les demandeurs n'ont pas pris position quant à la nature des opérations effectuées sur le compte courant n° X et n'ont partant pas éclairé les doutes émis par le directeur sur la question de la relation des intérêts débiteurs avec l'une des catégories de revenus prévus sub 4 à 8 de l'article 10 LIR, et plus particulièrement avec les revenus de capitaux mobiliers touchés par l'... S.à.r.l. et dont ils entendent déduire les intérêts débiteurs à titre de frais d'obtention.

Il s'ensuit qu'en l'état actuel du dossier, le tribunal ne dispose pas de suffisamment d'éléments permettant de retenir que la ligne de crédit litigieuse ait été affectée, comme le soutiennent les demandeurs dans leur réclamation du 20 juin 2008, exclusivement et intégralement à un crédit accordé à l'... S.à.r.l. de l'ordre de ... euros au 31 décembre 2003 et de l'ordre de ... euros au 31 décembre 2004, et qu'ainsi l'intégralité des intérêts débiteurs engendrés par le compte n° X durant les années 2003 et 2004 aient été exposés dans le but de réaliser des revenus à partir de cette mise à disposition de fonds, et, partant, soient en relation économique directe au sens de l'article 105 LIR avec les revenus touchés par les demandeurs en 2003 et en 2004 en raison de cette mise à disposition de fonds.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent et à défaut d'autres moyens, que le recours sous examen est à rejeter comme étant non fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

déclare irrecevable le recours en réformation pour autant qu'il est dirigé contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des années 2003 et 2004 ;

pour le surplus, reçoit le recours en réformation en la forme ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

condamne les demandeurs aux frais.

Ainsi jugé par :

Martine Gillardin, vice-président,
Annick Braun, premier juge,
Andrée Gindt, juge,

et lu à l'audience publique du 28 mars 2012 par le vice-président, en présence du greffier
Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Martine Gillardin

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 28.03.2012

Le Greffier du Tribunal administratif